

ARCEP
7, Square Max Hymans
75730 PARIS Cedex 15

A l'attention de Monsieur **Jean-Ludovic SILICANI**

Objet : réponse à la consultation publique de l'ARCEP sur le projet de décision relatif aux numéros du plan national de numérotation commençant par 0800 et 0811.

Monsieur,

Je souhaite attirer votre attention sur l'impact très négatif qu'aurait une telle décision (paragraphe 5 page 17) sur les entreprises du secteur de la télésurveillance comme la nôtre.

Notre société spécialisée dans la télésurveillance des particuliers et des entreprises utilise des numéros 0811 programmés dans les transmetteurs de nos clients. Les appels d'une durée inférieure à 30 secondes permettent de tester en permanence le bon fonctionnement du service et de remonter les alarmes en cas d'intrusion, incendie...

L'utilisation de ces numéros faiblement surtaxés est le meilleur moyen de facturer le service à l'utilisation à un coût de facturation extrêmement faible. Le choix des numéros 0811 a été fait à partir de 2002, date à laquelle les numéros 0811 étaient considérés comme des numéros surtaxés donnant lieu à un reversement.

Ce projet de décision aura pour conséquence à partir du 1^{er} janvier 2011, la suppression des reversements, voir la facturation de notre opérateur sur cette tranche de numéros 0811 et nous obligera donc à augmenter le prix du service soit par la programmation de numéros en 0820 soit par Enfin, je tenais à vous souligner l'impact négatif sur notre chiffre d'affaires, la mise en place une chaîne de facturation externe coûteuse.

Vous comprendrez bien que tout ceci va au détriment du consommateur à qui seront répercutés ces coûts. D'autant que nous avons fait le choix du 0811 plutôt que du 0820 pour éviter un surcoût aux consommateurs, supprimez plutôt les 0820 et les arnaques en 0870 pour les jeux des émissions du style « Combien ça coûte ? » et consorts...

remise en question de notre modèle économique et donc le risque sur le maintien de nos emplois, et tout particulièrement dans un contexte de grave crise économique.

Pour toutes ces raisons, nous souhaitons que vous preniez en compte les spécificités du secteur de la télésurveillance et les conséquences que cette décision pourrait entraîner.

Je vous demande donc de retirer ce projet de décision en tenant compte de la spécificité de notre secteur de la télésurveillance.

Veuillez croire, monsieur à l'expression de mes sincères salutations.

Ludovic BOURGAIN

Directeur